

EXTRAIT

DU

Registre des Arrêtés du Maire

DE LA COMMUNE DE VIAS

Arrêté n° : PM / 2023- 230

Objet : Arrêté portant autorisation d'entreprendre des travaux sur le domaine public – BANO TP -

LE MAIRE,

Date d'affichage :

22/08/23

Date de notification :

Signature :

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-1,

VU le Code de la route et notamment l'article L.411-1,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment la partie sur les panneaux et dispositifs de signalisation temporaire,

VU la demande en date du 04 aout 2023 de la société BANO TP sise 17 rue du Père Jean-Baptiste Salles à AGDE, sollicitant des travaux de pose de compteur, création de branchement AEP. Les travaux sont prévus au 7B, rue du Libron à VIAS 34 450, à partir du 11 septembre 2023, pour une durée de 21 jours.

CONSIDERANT, qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des usagers de ces voies pendant la durée de l'occupation de la chaussée en y réglementant la circulation,

ARRETE

ARTICLE 1 : Autorisation

La société BANO TP est autorisée à exécuter les travaux susmentionnés au 7B, rue du Libron à VIAS : pose de compteur, création de branchement AEP, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 : Ouverture de chantier

La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de 21 jours calendaires à compter du 11/09/2023.

L'inexécution des travaux dans le cadre des délais prescrits conduira le bénéficiaire à déposer une nouvelle demande.

ARTICLE 3 : Prescriptions techniques particulières

>TRANCHEE SOUS ACCOTEMENT

La tranchée sera réalisée à une distance minimale du bord de la chaussée au moins égale à sa profondeur.

La génératrice supérieure de la tranchée sera placée à 0.60 mètre au minimum au-dessous du niveau supérieur du trottoir ou de l'accotement existant.

Un grillage avertisseur sera mis en place à environ 0.30 mètre au-dessus de la canalisation.

Un remblayage et un compactage de la tranchée réalisée seront effectués dans les règles de l'art afin qu'aucun affaissement ultérieur ne soit à déplorer.

Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge autorisée pour recevoir les matériaux.

>TRANCHEE SOUS CHAUSSEE

Les déblais provenant de la tranchée sous chaussée seront évacués en totalité.

- Sciage rectiligne de la chaussée, à la scie à sol,
- Canalisation + sable minimum 0.10m au-dessus de la génératrice supérieure,
- Grillage avertisseur normalisé posé à 0.20m de la génératrice supérieure,
- Remblai en grave soigneusement compacté par couches de 0.20m,
- Couche de fondation en grave non traitée sur 0.30m minimum,
- Réfection enrobée à chaud.

ARTICLE 4 : Sécurité et signalisation de chantier

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (et notamment son 1-8^{ème} partie consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié.

ARTICLE 5 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui et à ses frais (et récupérés par l'administration au titre des constructions directes).

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation du signataire du présent arrêté pour intervenir ultérieurement et procéder à cet entretien.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 : Autres formalités administratives

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants et L.421-4 et suivants.

Il est expressément rappelé que l'obtention du présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de demander toute autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par les lois et règlements.

ARTICLE 7 : Remise en état des lieux après travaux

Dès l'achèvement des travaux, les permissionnaires sont tenus d'enlever les matériaux excédentaires, de rétablir dans leur état initial la chaussée, l'accotement ou trottoir, le fossé et de réparer tout dommage qui aurait pu être causé à la chaussée et ses dépendances.

ARTICLE 8: Validité et renouvellement de l'arrêté, remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, pour la durée indiquée à l'article 2.

En cas de besoin, le permissionnaire devra, au moins deux mois avant l'expiration de l'autorisation qui lui a été accordée, solliciter son renouvellement. Le renouvellement de la permission de voirie ne peut se faire que sur demande expresse du pétitionnaire.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que les travaux de voirie s'avèreront nécessaires.

Fait à VIAS le 16 août 2023

Maire Jordan DARTIER
Maire de VIAS

